



JM Blanquer en Mayenne : pour quoi faire ?

Depuis qu'il est en poste, JM Blanquer a déjà largement montré sa capacité à désorganiser et à dénigrer l'école publique.

Ce mardi, le jour même d'une prérentrée qui s'annonçait déjà très compliquée, le ministre de l'Éducation JM Blanquer débarque en Mayenne. Ce faisant, il rendra encore plus compliquée la tâche des enseignants du lycée professionnel de Chateau Gontier où il se rendra...

Il aurait pu annoncer la gratuité des masques pour les familles des élèves pour lesquels il est rendu obligatoire. Il aurait pu aborder le sujet de la difficulté du métier d'enseignant par ces temps de protocoles boiteux et tardifs...

Mais non : M. Blanquer vient pour parler des « vacances apprenantes, de l'inclusion scolaire et de l'apprentissage ». Pourquoi pas. Sur ces sujets-là aussi nous aurions eu des choses à lui dire.

Concernant l'inclusion et le slogan creux des « vacances apprenantes », nous pensons à **SUD éducation 53** que M. Blanquer serait plus crédible s'il donnait les moyens à l'école publique d'être plus inclusive et apprenante. Par exemple en réduisant le nombre d'élèves par classe, en embauchant les personnels (professeur.es, surveillant.es, accompagnant.es) en nombre suffisant afin de nous permettre d'aider chacun de nos élèves à la mesure de ses besoins...

Il pourrait aussi envisager, sans contreparties inacceptables (remise en cause des statuts, renforcement des hiérarchies...), une revalorisation des salaires, notamment des personnels les plus précaires comme les AESH.

Quant au développement de l'apprentissage, il y aurait beaucoup à dire sur cette tendance à toujours mettre l'enseignement au diapason de l'économie. L'école a pour mission de développer les capacités à comprendre et améliorer le monde dans lequel nos élèves vont vivre, et pas à les adapter aux besoins immédiats du Medef.

Mais de cela nous ne parlerons pas, car en ce jour nous avons un travail sérieux : mettre tout en œuvre pour que nos élèves passent la moins mauvaise rentrée possible. Et ce malgré le corona virus et les choix de M. Blanquer et du gouvernement auquel il appartient.